

L'ÉCO

de la semaine

17 juillet - 23 juillet 2021

Fenoarivo Atsinanana: fluidifier l'écoulement des produits de rente	3
Mines - Focus sur le potentiel fiscal du secteur extractif	3
Fiscalité - Atsimo Andrefana : Les communes patagent dans la recherche de financement	4
Grains secs : Principaux produits exportés par Boeny vers l'Union européenne	4
Secteur minier : Retour progressif à la vitesse de croisière pour Ambatovy	5
Menabe: l'énergie solaire bientôt disponible	5
Secteur extractif - La hausse des redevances minières martelée	6
Rideau sur le Sommet de l'Ida-2020: l'Afrique veut investir dans le capital humain	6
Secteur aurifère : Echange d'expérience avec l'administration ivoirienne	7
Route reliant Moramanga et Ambatondrazaka - Plus de la moitié des travaux achevés	7
Vaccin Covishield : Enfin reconnu par la France	8
Investissements verts: le secteur privé, très sollicité	8
Port Toamasina : la deuxième phase d'extension, entamée	8
Transports urbains - Les Bus class entrent en ligne	9
Projet "Avotse" : la première Dame en mission dans le Grand Sud	9
Ambatovy : Une reprise de production prometteuse mais... ..	10
Ravinala Airports : remise d'équipements aux sapeurs-pompiers de Fianarantsoa	10
Bailleurs de fonds et Etat malagasy - Relations de confiance au beau fixe !	11
Intervention d'urgence dans le Sud: le projet Mionjo et ses partenaires se mobilisent	11
Conjoncture - Le rapport sur l'indice de pauvreté finalisé	12
Secteur du tourisme : L'autoroute du chocolat est tracée	13
Boeny - Accès à l'eau potable: la Turquie construit un puits de 70 m	13
Banque mondiale : 490 millions USD pour le développement socioéconomique	14
Commerce - Pénurie de conteneurs dans le monde	14
Jirama : La Banque Mondiale insiste sur le tarif Optima	15
Sortie de devises - Plafond de 10 000 euros pour les voyageurs	15
Objectifs de développement durable - Les Parlementaires impliqués dans l'Examen National Volontaire	16
Energie alternative : Partenariat entre le MEDD et l'Agence Première Ligne	17
Agence mobile: Jirama déploie Jiramobile	17
Madagascar - AFD : Un financement de 700 000 euros pour l'accompagnement des projets	18
Circulation à Antanimena - Des changements prévus	18
Marché de Behoririka: le processus d'intégration des marchands se poursuit	19
Retraite - Réformes du système des pensions	19
Voyages à l'étranger : Allocation de devises limitée à 10 000 euros	20
Africa's Business Heroes : Madagascar parmi les 50 finalistes	20

Fenoarivo Atsinanana: fluidifier l'écoulement des produits de rente

MANOU | LES NOUVELLES | 17 JUILLET 2021

Le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep) apporte actuellement son appui aux zones à fortes potentialités agricoles de la région Analanjirofo, pour un meilleur écoulement des produits de rente. Casef, le projet de désenclavement de l'axe Vohilengo-Miorimivalagna-Saranambana, a débuté depuis une semaine.

Trois Communes rurales du district de Fenoarivo Atsinanana réputées pour leurs cultures de vanille, girofle, poivre et letchi, se verront d'ici quelques mois leurs routes réhabilitées, dans le cadre du programme de désenclavement des zones de productions agricoles du Casef, un projet de croissance agricole et de sécurisation foncière, sous tutelle du Maep.

Ont débuté le 9 juillet, les travaux de réfection d'un tronçon de 21,5 km partant du fokontany de Morondrano (Commune rurale de Vohilengo), passant par Miorimivalagna jusqu'au fokontany d'Ambodimanga, de la



Commune rurale de Saranambana. Cet axe routier est en état de dégradation avancée depuis 2008.

Le coordinateur national du projet a annoncé lors de la cérémonie des premiers coups de pioche à Vohilengo que la Banque mondiale finance les travaux qui vont durer quatre mois.

Une partie des œuvres sera réalisée sous

le système Haute intensité de mains-d'œuvre (Himo), selon les explications fournies par les techniciens. L'initiative prévoit la création d'emplois à temps partiel en faveur de 30.000 à 40.000 résidents des sites concernés qui nécessitent la mobilisation d'environ trois centaines de personnes par jour.

Mines - Focus sur le potentiel fiscal du secteur extractif

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 17 JUILLET 2021

1 834 milliards d'ariary. C'est le montant des recettes apportées par le secteur minier, selon le rapport des travaux d'analyse de la contribution fiscale du secteur des industries extractives dans la Grande île. Ce rapport, présenté hier à Antananinarenina par l'organisation de la société civile, avance que les recettes du secteur des industries extractives sont dominées par celles des compagnies minières. De 2010 jusqu'en 2018, les revenus cumulés, provenant de toutes les compagnies minières - hors mises à part Ambatovy et QMM - uniquement régies par le Code minier, se sont élevés à 649,59 milliards d'ariary, avec une moyenne de 94 milliards, soit 38 % des recettes globales.

Pour les mêmes années d'exercice, l'Etat a pu encaisser 918,391 milliards d'ariary du projet Ambatovy, qui est le seul régi par la LGIM (Loi sur les Grands Investissements Miniers) à Madagascar. Cette somme représente 53 % des recettes globales du secteur minier. De son côté, la société QMM par jouit d'un régime spécifique. La convention d'établissement a permis au Gouvernement malagasy d'encaisser, pour les mêmes années d'exercice, une somme de 133,205 milliards



d'ariary, équivalents à 8 % des recettes globales. Ainsi, les recettes fiscales sont majoritairement issues des régimes spécifiques qui représentent 61 % des recettes globales. Au vu de ces résultats, les organisations de la société civile sur les industries extractives préconisent de promouvoir un investissement dans des projets extractifs à forte valeur ajoutée, tout en suscitant un débat national et une réflexion collective pour la continuité ou non de l'adoption du régime de convention d'établissement régissant un projet minier donné.

Secteur d'avenir

Par ailleurs, selon la Banque mondiale, en 2024, le secteur minier sera l'un des piliers de l'économie malagasy grâce aux retombées qu'il produira au plan national et au plan local. Il sera par ailleurs la vitrine internationale

pour le développement industriel sur le territoire de la Grande île. A moins qu'un grave revers de conjoncture se produise, les mines industrielles aujourd'hui en production le seront toujours dans 10 ans. Des projets comme QMM et Ambatovy auront atteint le stade de la rentabilité. Ils seront pour le Gouvernement des sources sûres de recettes fiscales et d'exportation, même si celles-ci suivront la fluctuation des prix des métaux. L'artisanat minier fournira toujours un moyen de subsistance à des centaines de milliers de personnes dans les zones rurales.

La question de savoir si de nouvelles mines auront démarré est plus incertaine. Elle dépendra, pour les gisements connus actuellement, du climat des affaires à Madagascar et de l'évolution des marchés internationaux. De nouveaux projets seront à l'étude si l'exploration minière aura repris et mené à de nouvelles découvertes. Dans tous les cas, les projets miniers seront regardés comme des pionniers par les porteurs de projets industriels et par les investisseurs en général, y compris dans d'autres secteurs. Ce qui rend leur succès d'autant plus décisif. Il importe alors aux autorités compétentes de bien réguler le côté fiscal dans ce domaine.

Fiscalité – Atsimo Andrefana : Les communes pataugent dans la recherche de financement

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 JUILLET 2021

Vingt-trois ressources fiscales et non fiscales sont à la portée des communes et des collectivités pour appuyer leur développement. Peu s'activent dans la mobilisation réelle de ces ressources.

UNE dizaine de communes seulement sur les cent cinq composant la région Atsimo-Andrefana comprennent et appliquent ce qui est dit dans la loi 2014-020 relative aux ressources des collectivités territoriales décentralisées. Il y est entre autres souligné les attributions des organes des collectivités territoriales décentralisées, de leur organisation et de leur fonctionnement ainsi que leur budget et leurs ressources.

Ces textes précisent ce qui doit revenir à l'État, le transfert de ressources et la répartition entre les collectivités pour assurer leurs autonomies administrative et financière. « Les communes créent d'autres ressources telles que le droit d'arrivage des produits locaux, des droits de shop, alors que la loi autorise déjà la mobilisation de vingt-trois types de ressources. Des ressources fiscales, non fiscales et d'autres telles que les revenus des domaines publics ou privés, les revenus de leurs activités économiques, des dons et legs, des emprunts, des sommes perçues au titre de l'utilisation des services locaux » explique Martial Eddy Nobel, chef du centre fiscal de Toliara.



L'inspecteur des impôts, Martial Eddy Nobel, chef du centre fiscal de Toliara, propose plus de sensibilisations des maires.

Redevabilité

Seules les redevances peuvent être créées par les communes mais des redevances qui revêtent un caractère de services rendus. La plupart des communes déclarent ne pas avoir suffisamment de ressources et attendent les subventions de la part de l'État.

Les ressources fiscales comprennent les produits des impôts directs, droits et taxes sur la vente d'alcool, les installations temporaires, les activités occasionnelles, les taxes sur les publicités, les jeux radio-télévisés, la redevance sur les hydrocarbures. Les cérémonies coutumières, les

taxes d'abattage d'animaux, les taxes de poinçonnage de viande, le rejet d'eaux usées sont entre autres les ressources non fiscales à disposition des communes. « Ce ne sont pas les ressources qui manquent mais c'est la manière d'inciter les communes à les mobiliser et à les utiliser dans la transparence qui pose problème » ajoute le chef de centre fiscal. La redevabilité des maires qui se retrouvent liés à leurs engagements lors des propagandes de ne pas faire payer les contribuables constitue également une épine aux pieds des communes.

Les projets discutés lors de l'élaboration du budget participatif sont rarement concrétisés, amenuisant la confiance des contribuables sur une quelconque redevabilité. Nombre de ressources ne figurent même pas dans le budget primitif. Deux tiers des activités sont informelles dans la ville de Toliara. Ce qui réduit également les ressources qui devront rentrer à la commune.

Des maires répliquent alors que la mobilisation des ressources relève de la compétence de chaque maire.

Grains secs : Principaux produits exportés par Boeny vers l'Union européenne

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 17 JUILLET 2021

La région Boeny a une forte potentialité en matière de production de grains secs dont entre autres, les black eyes. Ce sont d'ailleurs les principaux produits exportés vers l'Union européenne. Mais les exportateurs ont été confrontés à différents problèmes ces derniers temps en raison du non-respect des nouvelles réglementations européennes qui régissent depuis fin 2019 les conditions d'accès à ce marché en matière phytosanitaire, sanitaire ainsi que pour l'agriculture biologique. Ainsi, pour éviter les éventuels refoulements des produits d'exportation de cette région, le programme RINDRA financé par l'Union européenne, a organisé en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, un atelier d'information des exportateurs et des producteurs de produits végétaux sur ces nouvelles réglementations européennes à Mahajanga.

Résolutions prises. Toutes les parties prenantes œuvrant dans la filière grains secs, y ont participé activement. On peut citer, notamment, des représentants de la Plateforme de la filière grains secs, des groupements, des producteurs et des sociétés exportatrices de ce produit agricole. Des représentants des services déconcentrés concernés et les autorités locales, sans oublier les élus de la région Boeny, y ont également été présents. En concertation avec le ministère de tutelle, l'Union européenne à travers les programmes et



Toutes les parties prenantes œuvrant dans cette filière ont émis des résolutions pour pouvoir se conformer à ces nouvelles dispositions européennes.

organismes sous tutelle de ce département qu'elle finance dans la région Boeny, facilitera autant que possible la mise en œuvre des résolutions prises durant l'atelier. Ce qui permettra à Madagascar de se conformer au mieux aux nouvelles dispositions internationales en matière sanitaire et phytosanitaire.

Secteur minier : Retour progressif à la vitesse de croisière pour Ambatovy

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 17 JUILLET 2021

Le secteur minier retrouve actuellement son dynamisme, mais la tentative gouvernementale d'augmenter les taux des taxes et redevances minières provoquent l'inquiétude des professionnels et de la société civile.

Bonne nouvelle pour le secteur minier malgache. Les grandes industries minières reprennent peu à peu.

Cours normal. C'est le cas notamment d'Ambatovy qui retrouve progressivement sa vitesse de croisière. Après le redémarrage et l'entretien des matériels, la production de nickel reprend son cours normal, apprend-on de source informée. Les premiers bilans qui sortiront vont probablement confirmer ce retour à la normale pour Ambatovy dont la production avait été arrêtée précisément le 6 avril 2020 pour cause de pandémie de Covid-19. La reprise a eu lieu, rappelons-le, le 23 mars dernier. Et ce, dans le respect des mesures sanitaires. Par ailleurs, une partie des employés sont déjà vaccinés. En tout cas, cette reprise augure une bonne perspective pour l'économie quand on sait le rôle important que joue le secteur minier pour la croissance.

Part non négligeable. Sur ce point, d'ailleurs, la loi de finances rectificative 2021 confirme cette part non négligeable jouée par les grandes mines dans la croissance économique. On lit notamment dans la LFR 2021 que « la mutation du virus de Covid-19 et la résurgence de nouveaux variants ont modifié l'environnement économique tant au niveau international que national. Une réévaluation de la perspective de croissance économique a été nécessaire pour 2021. Prévue à 4,5% dans la LFI 2021, elle a été révisée à 4,3%. Cette perspective est soutenue par une croissance espérée de 3,6%



Le nickel d'Ambatovy se place au rang de premier produit d'exportation de Madagascar et apporte chaque année des millions de dollars de recettes en devises

pour le secteur primaire, de 10% pour le secteur secondaire (avec la reprise décalée de l'exploitation minière d'Ambatovy) et de 4,1% pour le secteur tertiaire (profitant de la réouverture progressive des flux de circulation des biens et des personnes tant au niveau national qu'international). De manière générale, les prévisions pour le secteur réel ne s'écartent pas significativement de celles de la LFI 2021, excepté pour le secteur secondaire où la réouverture tardive de l'exploitation minière d'Ambatovy a contribué à la révision à la baisse de la croissance de la branche industrie extractive ».

Surtaxe. En somme, le secteur minier influe considérablement sur la possible reprise post-Covid. Mais les

professionnels du secteur craignent également une possible crise de cette filière en raison de l'épée de Damoclès que représentent les dispositions fiscales du nouveau code minier qui prévoient une révision à la hausse des taxes et redevances minières. Ce projet de « surtaxe » a toujours été rejeté par les professionnels de la filière mine et la société civile dans la mesure où il risque de faire fuir les investissements et même tout simplement de tuer les industries minières existantes. Bref, Madagascar, qui n'a pas encore les infrastructures routières et portuaires comparables à celles du Mozambique, par exemple, risque de perdre en compétitivité et d'être abandonnée par les grands investisseurs miniers.

Menabe: l'énergie solaire bientôt disponible

MANOU | LES NOUVELLES | 17 JUILLET 2021

La Commune urbaine de Morondava pourra bientôt utiliser de l'énergie renouvelable, produit sur le site d'Ankimony. Le projet débutera après le mois de septembre, d'après les révélations du premier responsable de l'installation du site photovoltaïque d'Ankimony.

Au cours de sa visite de courtoisie auprès du maire par intérim de la ville, mardi, le directeur général de la société d'énergie chargée de la production d'énergie solaire pour la Commune urbaine de Morondava, a aussi annoncé un projet de terrassement de 2.000 mètres de routes menant vers ce site de production.

D'après les prévisions, Ankimony pourra en même temps approvisionner en électricité les districts de Mahabo et Morondava. Le maire intérimaire de la Commune urbaine de Morondava lance actuellement un appel aux citoyens pour



la préservation des infrastructures publiques pour pérenniser les acquis.

Secteur extractif – La hausse des redevances minières martelée

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 JUILLET 2021

La révision du Code minier toujours en cours s'attarde sur la fiscalité minière. Les redevances minières actuelles de 1% et 2% sont demandées à être relevées.

Incontournable. Le taux actuel des redevances minières à payer par les grandes mines notamment, a toujours été un sujet de débat. Les 1% et 2% sont jugés trop peu par rapport aux gains que rapportent les exploitations minières des grandes compagnies minières et ils sont demandés à être revus à la hausse.

L'avant-projet de loi portant dispositions complémentaires de la loi 99-022 du 19 août 1999 portant Code minier, modifiée par la loi 2005-02 du 17 octobre 2005 souligne que « ... La commercialisation des produits miniers extraits du sous-sol malgache donne lieu à la perception d'une redevance minière dont l'assiette est basée sur une valeur de référence définie par l'administration minière... ».

La redevance minière est ainsi proposée à être relevée pour les neuf groupes de substances. 4% pour les minerais comme le nickel et le cobalt, 4% également pour les métaux précieux, 8% pour les pierres précieuses brutes, 4% pour les pierres précieuses taillées, 8% pour les pierres fines brutes, 4% pour les pierres fines taillées, 6% pour les pierres industrielles brutes, 3% pour les pierres industrielles taillées et 8% pour les fossiles.

Bas.

La compagnie Ambatovy jouit d'un régime de redevance minière au taux de 1% du chiffre d'affaires et de 1, 4% pour les ristournes minières. Une quarantaine de taxes et d'impôts dont les impôts sur les bénéfices allant jusqu'à 25% sont encore à payer par la compagnie. QMM cède 2% de la valeur des ventes réalisées, en valeur



Clément Rabenandrasana, secrétaire exécutif de l'Organisation de la Société civile sur les industries extractives.

FOB.

« Le taux de redevance minière de Madagascar est le plus bas en Afrique car n'apporte que 6, 54% des revenus encaissés, pour l'État » a indiqué Clément Rabenandrasana, secrétaire exécutif de l'Organisation de la Société civile sur les industries extractives (OSCIE) lors de la présentation des travaux d'analyse sur la contribution fiscale du secteur minier depuis l'adhésion de Madagascar à l'initiative de transparence EITI il y a neuf ans.

« La révision du Code minier est l'un des moyens permettant d'améliorer le développement du secteur extractif à Madagascar à travers la revue à la hausse de la taxation spécifique dont le taux de redevance minière mais sans pour autant mettre en péril le climat d'investissements dans le secteur. » détaille encore le SE de l'OSCIE. Cette partie de la fiscalité minière est l'un

des points d'achoppement pour le comité de révision du Code minier, qui se réunit trois fois par semaine pour sortir au plus vite l'avant projet de loi. « Les grandes mines font pression par rapport à cette proposition de rehausser les redevances... Elles se sentent lésées dans la mesure où une part de production de 20% minimum dans toute production minière commercialisable leur est aussi demandée à être payée.. » fait savoir une source auprès de ce comité.

En tout cas, l'établissement d'un régime fiscal progressif, la promotion d'investissement dans des projets extractifs à forte valeur ajoutée en encourageant la transformation locale des richesses minières ou encore la création d'une société extractive de droit national dans laquelle l'État participe à titre gracieux, sont recommandés par l'OSCIE.

Rideau sur le Sommet de l'Ida-2020: l'Afrique veut investir dans le capital humain

T.N. | LES NOUVELLES | 19 JUILLET 2021

L'Afrique a milité pour l'obtention d'un fonds de 100 milliards de dollars à l'issue du sommet de l'Association internationale de développement (Ida-2020) à Abidjan. Outre la relance économique post-Covid, « Nous souhaitons que l'Ida-2020 offre la possibilité d'une consolidation des acquis en matière de capital humain, afin de parvenir à une véritable transformation humaine de nos populations », se sont convenus les 23 dirigeants ayant participé au sommet, dans leur déclaration commune. « Notre devoir est de protéger nos populations des chocs futurs par des filets de sécurité robustes et adaptables, ainsi que des systèmes de prestation

de services résilients ».

Plusieurs projets sont alors avancés par les chefs d'Etat pour y arriver, notamment l'introduction du digital pour optimiser les ressources financières et humaines. Ainsi, pour réduire les inégalités spatiales, l'Afrique pourra miser sur la télémédecine ou encore le télé-enseignement. Pour cela, « Il est ainsi nécessaire d'accroître les investissements dans des systèmes accessibles, intégrés et résilients, en mettant l'accent sur la couverture sanitaire universelle, l'adaptation des marchés du travail, l'école de la seconde chance et l'éducation des jeunes filles », ont-ils conclu.

Secteur aurifère : Echange d'expérience avec l'administration ivoirienne

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 19 JUILLET 2021

Une délégation conduite par le ministre des Mines et des ressources stratégiques Fidiniavo Ravokatra, s'est rendue en Côte d'Ivoire dans le but d'échanger des expériences avec l'administration ivoirienne et le secteur privé local en matière de développement du secteur aurifère. En effet, ce pays est à été élu pour avoir un meilleur cadre légal très favorable à la facilitation de l'attrait des investissements dans ce secteur en 2014. Il est également réputé d'avoir une bonne gouvernance dans la gestion de cette ressource minérale avec une amélioration de sa production aurifère, atteignant 37 tonnes l'an dernier contre 5 tonnes en 2010. En effet, des opérateurs de grande mine y exploitent de l'or. Dans le cadre de cette rencontre entre les deux parties, la délégation malgache s'est enquis des connaissances en matière de gestion des ressources minérales, en particulier des ressources aurifères. Le



Lors de la rencontre entre les deux parties

ministre de tutelle a ensuite discuté avec des dirigeants des grandes compagnies minières internationales en Côte d'Ivoire dans le but d'attirer des investisseurs étrangers à Madagascar. Par ailleurs, la délégation a visité le plus

grand et ancien site d'exploitation d'or dit Mines d'Ity dans ce pays. Ce qui a permis de mieux identifier les formes d'exploitation aurifère et le processus de traitement de ce métal jaune avant son écoulement sur le marché international.

Route reliant Moramanga et Ambatondrazaka - Plus de la moitié des travaux achevés

LA VERITE | 19 JUILLET 2021

Pari tenu pour les dirigeants. Les travaux de réhabilitation de la route reliant Moramanga et Ambatondrazaka (RN 44) suivent leur cours. D'après le ministre de l'Aménagement du Territoire et des Travaux publics, Hajo Andrianainarivelo, vendredi dernier, lors d'une descente sur les lieux, « la première phase de la réhabilitation de la RN44 est déjà achevée à 66 %, et ce, malgré les contraintes dues à la crise sanitaire sévissant actuellement dans le pays. Quant à la deuxième phase, elle a pris un peu plus de temps que prévu. Toutefois, après les échanges avec l'entreprise en charge de ce projet, les travaux de terrassement devraient être finalisés d'ici la fin de cette année ». En effet, les travaux de bitumage de la RN44 sur près de 113 km se déroulent sur deux phases. La première se concentre sur les 40 km reliant Marovoay et Amboasary Gare. La deuxième phase se chargera des 73 km restants partant d'Amboasary Gare jusqu'à Vohidiala. « Les entreprises en charge des travaux feront notamment en sorte de respecter les délais fixés au départ du projet, malgré les aléas sanitaires », rassure le ministre. Bientôt, le calvaire des usagers de cette route prendra donc fin. Cela fait des décennies



que la RN44 a fait l'objet de promesses électorales. Mais cette fois-ci, la promesse est enfin tenue. Et le résultat est bien visible. Ceux qui empruntent cette route quotidiennement peuvent déjà avoir un avant-goût de ce que sera la RN44 d'ici quelques mois.

De qualité. Dans les détails, avec un coût total de plus de 65 milliards d'ariary, cette route nationale reliant Moramanga et Ambatondrazaka se différencie surtout des autres de par sa grandeur, avec une largeur de plus de 7 mètres et l'épaisseur du bitume, sans oublier ses bordures. De nouvelles normes et structures de chaussées ont été établies dorénavant pour avoir des infrastructures routières de qualité et durables.

« Une fois les travaux terminés, la qualité de cette route servira à établir la norme pour une construction durable des routes à Madagascar. En tout cas,

jusqu'à là en tant que partenaire de ce projet, nous sommes particulièrement satisfaits des travaux déjà réalisés. Et nous sommes convaincus que ce projet sera mené à terme dans le respect des normes. Il ne faut pas oublier que les routes sont les poumons économiques d'un pays, d'où tout l'intérêt de construire des infrastructures qui durent », a soutenu Marie-Chantal Uwanyiligira, responsable des opérations de la Banque mondiale pour Madagascar, partenaire dans la réhabilitation de la RN44. Pour maintenir cette qualité des travaux, les opérateurs en charge s'activent pour respecter le cahier des charges. « Nous veillons au grain pour que cette infrastructure se conforme aux normes environnementales et préserve en parallèle les personnes impactées », note Hajo Andrianainarivelo.

Les 160 km de route pour aller à Ambatondrazaka ne seront plus, pour très bientôt, qu'un trajet d'un peu plus de trois heures, contre un calvaire de huit heures auparavant. Les rizières de l'Alaotra seront ainsi enfin accessibles, et les produits de cette Région pourront facilement être écoulés à travers toute l'île, pour au final contribuer au développement de la Région d'Alaotra-Mangoro.

Vaccin Covishield : Enfin reconnu par la France

VELO GHISLAIN | MA-LAZA | 19 JUILLET 2021

Le gouvernement Français reconnaît enfin le vaccin Covishield. «(...) Il est enfin précisé que le vaccin Covishield, dont la composition et le procédé de fabrication sont similaires à ceux du vaccin Vaxzevria du laboratoire AstraZeneca, est désormais reconnu pour le pass sanitaire » selon le communiqué de la primature française publié samedi dernier.

Ce vaccin Covishield est encore le seul utilisé à Madagascar pour ses ressortissants. Cette décision du gouvernement français a soulagé de nombreux malgaches qui sont amenés à rejoindre le territoire français.

Ils sont désormais 16 pays du vieux continent à reconnaître le vaccin Covishield. Il s'agit notamment de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, de la Finlande, de l'Allemagne, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Islande, de l'Irlande, de la Lettonie, des Pays Bas, de la Slovaquie, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse et donc de la France.

L'État Français a également décidé de lever les contraintes sur les voyageurs vaccinés. « Dans le même temps, et



parce que les vaccins sont efficaces contre le virus, et notamment son variant Delta, les contraintes pesant sur les voyageurs bénéficiant d'un schéma vaccinal complet avec un vaccin reconnu par l'Agence européenne du médicament (Pfizer, Moderna, AstraZeneca ou Janssen) seront levées à compter de ce samedi 17 juillet, quel que soit le pays de provenance»

« Aussi, et compte tenu des avis convergents du Conseil scientifique et

du Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale, le schéma vaccinal est désormais considéré complet, pour toute personne voyageant vers la France, après l'injection de 2 doses et une période de 7 jours, contre 14 jours précédemment. Pour le vaccin monodose Janssen, le schéma demeure complet après l'injection et une période de 28 jours » mentionne le communiqué..

Investissements verts: le secteur privé, très sollicité

ARH. | LES NOUVELLES | 20 JUILLET 2021

Le secteur privé peut considérablement contribuer à maintenir la viabilité des ressources naturelles. Un engagement plus fort de sa part, combiné à des actions concrètes de gestion durable des ressources naturelles, pourrait largement renverser la perte de la biodiversité.

WWF «ambitionne de mettre à l'échelle ses efforts de conservation à travers le partenariat avec les entreprises dans leurs transitions vers des pratiques plus durables, respectueuses de l'environnement et favorables pour la population».

A l'issue de la sixième édition du salon de la Responsabilité sociétale de l'entreprise et des initiatives de développement durable (Salon RES & IDD) et durable, un cadre plus propice à la transition des entreprises privées vers le respect des ressources naturelles devrait être institué. Des opportunités et outils de financement pour le secteur privé faciliteraient cela. Un fonds total de 160 millions d'euros sera destiné aux entreprises, dont les projets ont un impact communautaire positif et intervenant dans des zones à haute endémicité comme Madagascar.

Port Toamasina : la deuxième phase d'extension, entamée

R.R. | LES NOUVELLES | 20 JUILLET 2021

Lancé en avril 2018, le projet d'extension du port Toamasina entre dans sa deuxième phase actuellement. Cette seconde étape couvre 70% de la totalité des travaux. Elle porte notamment sur la création d'un nouveau quai sur 470 mètres avec une profondeur de 16 mètres.

Le revêtement d'une terre pleine de 10 ha pour l'entreposage des conteneurs, la réhabilitation de l'actuel quai du port et l'extension du brise-lame sur une longueur de 345 mètres feront également partie des travaux prévus dans la deuxième phase d'extension. L'achèvement total des travaux est prévu pour l'année 2026.



Toutefois, une partie de ces 10 ha devrait être utilisable dès 2022. Le projet devrait tripler la capacité du port Toamasina et en faire un port Hub dans l'océan Indien, d'après le ministère des Transports, du tourisme et de la

météorologie (MTTM).

La première phase des travaux qui a porté sur la construction de deux espaces d'entreposage de 4 et 5 ha, ainsi que la construction de blocs de béton permettant de prolonger la brise-lame du port jusqu'à 345m, devrait déjà permettre de réduire la congestion du port Toamasina.

La Société du port à gestion autonome de Toamasina (Spat) mène ce vaste projet. Le coût de ce dernier s'élève à 639 millions de dollars, constitué d'un prêt de 411 millions de dollars accordé par le gouvernement japonais et d'une participation de l'Etat malagasy à hauteur de 228 millions de dollars

Transports urbains – Les Bus class entrent en ligne

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 JUILLET 2021

Présenté il y a quelques semaines, le Bus class entre en service demain. Une initiative de la CUA.

Cette fois-ci, l'essai sera transformé. Les Bus-class annoncés depuis des mois vont sillonner les rues de la capitale dès demain. Il n'est pas question d'ouvrir de nouvelles dessertes servies par des coopératives de taxi-be créées au passage, expliquent et précisent les promoteurs. Ces véhicules flambant neufs, aux couleurs et à l'effigie de la commune urbaine d'Antananarivo, CUA, se veulent être un variant plus confortable, moins crasseux que leurs abominables ancêtres. Objets des critiques et des récriminations des usagers, pris en otage tous les jours. Ces Bus-class, dotés de connexion WIFI, vont tenter de rompre avec les mauvaises habitudes du moment. Ils ne s'attarderont pas aux arrêts intermédiaires, réduits de moitié, limiteront le nombre des passagers, suivront l'itinéraire original sans faire le traditionnel demi-tour, au gré du «

feeling » du chauffeur...

Ces nettes améliorations ont un coût. Elles reviendront à 1 500 ariary le siège. Soit trois fois plus que le ticket complet d'un « taxi-be canal historique ». Le régime HVM a voulu lancer les bus intelligents. Mais ils ont disparu de la circulation aussitôt après « le tour de formation », comme on dit dans le jargon d'un Grand prix de formule 1. Ils auraient été trop grands pour les rues étroites de la capitale. Un argument qui ne tenait pas la route. Les cars Ikarus, venus tout droit de la lointaine Hongrie, durant les années fastes de la révolution socialiste, étaient de véritables mastodontes. Ils n'ont pas eu de difficulté majeure à se faufiler dans ces labyrinthes étriés, qui n'ont pas connu d'élargissement depuis.

Il reste à atteindre le seuil de rentabilité financière de ces bijoux du transport public, laissé au bon vouloir du secteur



Le Bus class devra mettre fin à la gabegie qui règne dans le transport urbain

privé. Un cas unique dans le monde. En fait, ce service communautaire par excellence devrait plutôt générer un déficit financier abyssal. Mais ici, comme tout va de travers, ces minibus d'une autre génération sont condamnés à faire des profits. Au risque de partir vers une voie... de garage. Surtout avec une éventuelle révision à la hausse des prix du carburant.

Projet "Avotse" : la première Dame en mission dans le Grand Sud

FAHRANARISON | LES NOUVELLES | 21 JUILLET 2021

La Première Dame, Mialy Rajoelina et non moins présidente de l'Association Fitia, ainsi que ses partenaires, donnent corps à leurs engagements, à travers le projet "Avotse" qui va apporter un appui aux populations souffrant de la malnutrition dans le Sud du pays.

Une série d'inauguration dans la région Androy. En marge de sa visite dans cette partie de l'île, la première Dame Mialy Rajoelina, a inauguré les nouveaux bâtiments des Ecoles primaires publiques (EPP) de Behodatsé et d'Ankazombalala, Commune Anjampaly, district de Tsihombe. Des fokontany classés parmi les plus durement frappés par les impacts de la sécheresse dans la région Androy. Ces infrastructures sont les fruits du partenariat entre l'Association Fitia, l'Organisation internationale du travail (OIT) et la Fondation Viseo.

Le manque d'infrastructures scolaires constitue un problème majeur auquel la population locale fait face. A cela s'ajoute le manque de nourriture qui engendre un taux d'absentéisme élevé, selon le directeur de l'EPP de Behodatsé, Jérôme Emilien Mananjato.

Des problèmes que l'épouse du chef d'Etat entend apporter des résolutions pérennes. "J'ai entendu et vu que les élèves sont en situation de précarité, non seulement à cause de l'infrastructure mais également du manque de nourriture", a regretté Mialy Rajoelina. Raison pour laquelle le projet



« Avotse » prévoit la mise en place de cantines scolaires. Le matin, des Koba Aina seront servis aux élèves et du riz en accompagnement comme déjeuner à midi.

Une vingtaine de fokontany bénéficiaires

Le projet "Avotse" touche plusieurs volets comme la lutte contre la malnutrition, la déperdition scolaire,

le travail des enfants, la fourniture de soins de santé... Des interventions qui touchent une vingtaine de villages, dont 13 dans la région Androy et 7 dans celle de l'Anosy. Dans cette optique, la première Dame a distribué des koba Aina aux écoliers locaux. Par ailleurs, des consultations et soins gratuits sont menés depuis le 12 juillet, grâce à l'appui de l'OMS.

Ambatovy : Une reprise de production prometteuse mais...

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 21 JUILLET 2021

Les perspectives de production sont bonnes pour les semaines à venir. Ambatovy a plus que jamais besoin d'expertises externes pour assurer la pérennité de cette reprise qui joue un rôle économique de premier ordre.

La journée du 19 avril 2021 est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire du secteur minier à Madagascar. C'était à cette date qu'Ambatovy a expédié pour la première fois depuis un an sur le marché international une cargaison de 280 tonnes de nickel.

Pourvoyeurs de devises. On rappelle que pour cause de pandémie de Covid-19 Ambatovy a été obligée de suspendre ses activités pendant quasiment une année. Un arrêt des activités qui a énormément coûté à Ambatovy elle-même, mais qui a également frappé de plein fouet les centaines de petites et moyennes entreprises partenaires et fournisseurs de l'entreprise minière. Sans compter bien évidemment les pertes pour l'économie nationale quand on sait que les exportations de nickel et de cobalt figurent au premier rang des pourvoyeurs en devises du pays. Les impacts de la suspension des activités d'Ambatovy sur la santé de l'ariary ne sont plus à démontrer. Et la reprise de ses activités le 23 mars était salutaire pour l'économie. La preuve, cette première exportation aura son pesant d'or sur la reprise économique en général et sur la valeur de l'ariary en particulier.

Inquiétudes. L'espoir est d'autant plus permis quand on sait qu'actuellement et après des travaux marqués par le respect des mesures de précautions sanitaires strictes pour éviter tout risque de nouvelles contaminations, les perspectives sont bonnes en termes de production. On parle même d'une



La reprise des activités d'Ambatovy est un élément essentiel de la relance économique

montée en puissance de la production dans les semaines qui viennent. Pour y parvenir, Ambatovy renforce les mesures sanitaires dont la vaccination de plus de 2 000 employés grâce à un partenariat avec l'Etat. Il n'empêche que les inquiétudes sont encore de mise et l'on parle même d'un risque de déraillement de cette lancée. En effet, pour assurer un maximum d'efficacité de la reprise et éviter ainsi toutes possibilités de retour en arrière, des expertises techniques de haut niveau sont indispensables. Nécessitant ainsi les interventions des techniciens externes et des employés essentiels de haut niveau à chaque étape de cette montée en puissance de la production qui s'étale sur plusieurs mois.

Nécessité économique. Or, en raison des restrictions sanitaires, l'entrée à Madagascar de ces experts

externes pourrait être problématique. En somme, les analystes s'accordent à dire que l'entrée sur le territoire national de ces experts internationaux et ces techniciens de haut niveau est à considérer comme étant une nécessité économique. Leur mission pour assurer la pérennité de la reprise de la production d'Ambatovy peut d'ailleurs être considérée à juste titre comme un motif majeur d'entrée sur le territoire. Avec ce que cela suppose, bien évidemment en terme de respect des règles sanitaires d'usage. L'on soutient en tout cas au sein d'Ambatovy que l'étape actuelle du retour à la vitesse de croisière de la production est très délicate et fragile et nécessite des expertises techniques externes. Bref, il n'y a plus de droit à l'erreur car le prix à payer pour un autre arrêt des activités sera énorme.

Ravinala Airports : remise d'équipements aux sapeurs-pompiers de Fianarantsoa

R.R. | LES NOUVELLES | 21 JUILLET 2021

Le consortium Ravinala Airports poursuit ses actions sociales sur le territoire national. Dans la région Matsiatra Ambony, l'entreprise a procédé à une dotation au profit des pompiers de la Commune urbaine de Fianarantsoa. 367 pièces de tenues composées de vestes, parkas, sweats, polo sécurité incendie... ont été attribuées.

Il s'agit d'une dotation de la fondation Groupe ADP (Aéroport de Paris), représentée par Ravinala Airports en collaboration avec les pompiers d'ADP et de l'Aviation sans Frontières. Notons que le consortium a déjà remis des équipements aux sapeurs-pompiers de Nosy Be et d'Antananarivo auparavant. Pour Patrick Collard, directeur général de Ravinala Airports, la dotation est un signe d'« engagement aux côtés de la société malagasy ». Avant de rajouter, « Nos actions de solidarité ne se limitent plus dans les zones environnantes des aéroports que nous gérons mais dans tout Madagascar ».



Bailleurs de fonds et Etat malagasy - Relations de confiance au beau fixe !

LA VERITE | 21 JUILLET 2021

La confiance règne encore et toujours. L'Etat malagasy continue de bénéficier du soutien des bailleurs de fonds internationaux. D'ailleurs, un grand évènement qui marque une nouvelle preuve de ces relations au beau fixe avec les partenaires financiers, la Banque mondiale en l'occurrence, aura lieu ce jour.

En effet, la signature d'un accord de financement pour l'exécution de quatre projets structurants à Madagascar se fera entre l'Etat malagasy via le Président de la République Andry Rajoelina et la Banque mondiale à travers sa représentante résidente, au Palais présidentiel d'Iavoloha. Lesdits projets touchent notamment le secteur de la santé, l'économie, le secteur routier et enfin l'agriculture. A priori, le déblocage de ce financement conséquent permettra au régime actuel de poursuivre la concrétisation des « Velirano » présidentiels.

Etant donné l'importance d'une telle signature, cet acte se fera en présence

des chefs d'Institution à savoir les présidents du Sénat, de la Haute Cour constitutionnelle, le Premier ministre, la présidente de l'Assemblée nationale. A eux s'ajouteront d'autres officiels comme les membres du Gouvernement, des gouverneurs et des parlementaires.

Les accusations de l'opposition battues en brèche

Cette nouvelle signature marque un nouveau tournant dans le processus de développement engagé par le Président Andry Rajoelina depuis le début de son mandat en janvier 2019. En outre, cet évènement dément de manière claire et sans ambiguïté les affirmations gratuites des membres de l'Opposition. En effet, ces derniers ne cessent de véhiculer dans leurs interventions médiatiques que le régime a perdu la confiance des bailleurs de fonds. Accusant les dirigeants de tous les torts, allant de mauvaise gouvernance, détournements jusqu'au manque de transparence dans la gestion des fonds publics, l'Opposition se voit ainsi

son argumentation tomber en ruine. Il faut dire que les accusations des détracteurs du régime sont avancées sans le moindre fondement.

De plus, obtenir un financement des grandes institutions financières comme la Banque mondiale n'est pas chose facile. Outre les procédures que cela implique, il faut avant tout des dossiers de demande en béton du côté demandeur. D'aucuns n'ignorent également que, pour sa part, la Banque mondiale ne manque pas de mener des enquêtes afin de s'assurer que les fonds débloqués soient utilisés de manière correcte et transparente.

Ce financement de la Banque mondiale ne sera sûrement pas le dernier puisque récemment, le Président malagasy s'est aussi associé à ses homologues du continent africain dans le cadre de la réunion IDA20 en Abidjan, Côte d'Ivoire, en vue de solliciter la mobilisation de fonds pour soutenir la relance économique post - Covid-19 en Afrique.

Intervention d'urgence dans le Sud: le projet Mionjo et ses partenaires se mobilisent

R.R. | LES NOUVELLES | 21 JUILLET 2021

Dans le cadre du projet Mionjo ou Appui aux moyens de subsistance résilients dans le Sud de Madagascar, piloté par le ministère de l'Intérieur et de la décentralisation et financé par la Banque Mondiale, des activités d'urgence sont menées pour venir en aide à la population des régions Androy et Anôsy, victime de la sécheresse.

Près d'un mois après le colloque régional initié par le président Andry Rajoelina - des travaux ayant permis d'identifier les projets urgents à entreprendre dans le Sud de la Grande île -, les interventions s'enchaînent dans cette partie de l'île.

Un financement de 12 millions de dollars est mobilisé pour enclencher le mécanisme d'intervention d'urgence. Ce dispositif, opéré en partenariat avec les ministères en charge de l'Agriculture et de l'Eau, et mis en œuvre avec l'assistance technique de l'Unicef et de la FAO, permettra de mettre en œuvre des actions visant à rétablir le plus rapidement possible la situation socio-économique de la population.

« Il s'agit d'un projet du gouvernement malagasy. C'est à nous d'en dresser les grandes lignes, les partenaires techniques sont là pour nous épauler », a fait savoir le gouverneur de la région Androy, Soja Tsimandilatsé Lahimaro, à propos de ce nouveau projet.

Synergie des actions

Une série d'ateliers régionaux est ainsi organisée à Ambovombe et

Taolagnaro afin de garantir une meilleure appropriation du mécanisme d'aide d'urgence. A travers cette démarche, l'on pourra mieux cerner les problématiques de la population de ces régions et assurer une meilleure efficacité des actions menées au sein des communautés.

A ce propos, le Coordonnateur national du projet Mionjo, Anjara Manantsara, a fait savoir que vu le nombre d'intervenants et d'interventions dans cette partie du pays, une synergie des actions s'avère nécessaire. Des ajustements seront alors opérés par rapport aux interventions initialement définies et aussi concernant le zonage des actions à entreprendre.

« Un meilleur ciblage des bénéficiaires et une prise en compte des acteurs locaux dans l'identification des priorités garantiront également un impact accru sur les communautés », précise-t-elle.

A rappeler que le projet prévoit, entre autres de distribuer de l'eau potable à 45.000 personnes, à travers quatre camions citernes, et reconverter 70



points d'eau à usage multiple pour permettre à la population des localités concernées de s'en servir pour ses consommations quotidiennes en eau potable et pour les besoins de ses cultures et élevages.

Il sera également question, avec l'appui technique de la FAO, de mettre en œuvre l'approche Cash + en faveur de 50.000 ménages (distribution de cash, de semences de base et petit matériel avec des renforcements de la capacité productive) et de renforcer les dispositifs de sécurisation semencière, de sécurisation animale et végétale.

Conjoncture – Le rapport sur l'indice de pauvreté finalisé

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 JUILLET 2021

Le gouvernement est en train de finaliser le rapport sur l'indice de pauvreté. Il s'agit de définir les aspects de la pauvreté dans le domaine de la santé, de l'éducation et du niveau de vie.

Le gouvernement, sous le leadership du ministère de l'Économie et des finances, et l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) avec la collaboration technique de l'INSTAT finalise l'élaboration du rapport sur l'indice de pauvreté multidimensionnelle après avoir effectué les consultations nécessaires et organisé l'atelier de validation du rapport qui sera présenté ce mois de juillet lors d'un forum de haut niveau. Il a été expliqué, en avril dernier, lors de la réunion de validation, que l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) identifie les multiples privations subies par un individu ou un ménage en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. L'IPM reflète la prévalence de la privation multidimensionnelle et son intensité, c'est-à-dire combien de privations subissent les gens simultanément.

« Il s'agit d'un document d'analyse qui va servir de référentiel dans l'élaboration ou la mise à jour des stratégies de développement tant nationales, que régionales et sectorielles. Ce rapport fait partie des outils pour la réalisation des 13 Velirano, fondements de l'Émergence de Madagascar », a indiqué Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, Secrétaire Général du Ministère de l'Économie et des finances.

En d'autres termes, l'IPM permet de mieux connaître la situation socioéconomique du pays et particulièrement les populations qui vivent dans la pauvreté.

Référentiel de développement

On peut ainsi y voir les comparaisons entre les régions, milieu rural et urbain d'un même pays, mais aussi les pays et les régions au niveau mondial. On peut également y comparer les ménages et les communautés selon certains attributs essentiels de ces derniers.

Offrant un complément qualifié de précieux aux mesures de la pauvreté basées sur le revenu, l'indice constitue un indicateur clé de suivi de l'atteinte de l'objectif de développement durable sur la réduction d'au moins de moitié d'ici 2030 la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, d'après les définitions nationales qui en sont données.



La pauvreté se constate tous les jours dans la rue.

Selon un économiste, il est important pour la Grande Ile de disposer d'un référentiel de développement qui aide les responsables dans leur prise de décisions et les orientations et cadrages des efforts de développement national, régional et sectoriel.

L'initiative donne ainsi la possibilité d'identifier les différentes privations caractérisant la pauvreté multidimensionnelle à Madagascar selon les régions, le milieu de résidence et les caractéristiques des ménages. À ce titre, il viendra étoffer les référentiels de développement comme le rapport sur la priorisation des cibles des ODD, mais aussi le rapport sur la situation des indicateurs des cibles prioritaires. La consultation des parties prenantes (responsables de planification de politiques sectorielles, parlementaires, membres de la société civile, universitaires, etc.) menée l'an dernier a permis de contextualiser et de définir d'une manière consensuelle la thématique.

Par la suite, les techniciens de l'INSTAT et de la Direction du Plan du Ministère de l'Économie et des finances avec l'appui du PNUD ont analysé l'IPM et rédigé le rapport sur la Pauvreté Multidimensionnelle à Madagascar. « En complément du calcul du taux de

pauvreté monétaire, nous espérons que la disponibilité de l'indice de pauvreté multidimensionnelle permet mieux au pays et à tous les acteurs de faire le point sur les réalisations en matière de lutte contre la pauvreté et de recadrer les efforts et les actions pour l'émergence du pays », a-t-on soutenu. Selon, Henry-René Diouf, Représentant Résident Adjoint du PNUD, « nous ne devons pas rater une opportunité de développer Madagascar dans le cadre de cette décennie d'actions posée par l'agenda du développement durable ». Ce dernier qui a souligné que la disponibilité du Rapport sur l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle à Madagascar permet d'avoir un outil de plaidoyer qui aidera aux décisions de politiques publiques pour axer le développement sur la bonne trajectoire. Pour Madagascar, l'élaboration de ce rapport constitue une autre étape franchie dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, le cadre référentiel de développement mondial à horizon 2030 auquel le pays a adhéré au même titre que 192 autres pays et nations, et enrichira le deuxième Rapport National Volontaire sur le processus de mise en œuvre des ODD que le pays présentera prochainement au Forum Politique de Haut Niveau à New York.

Secteur du tourisme : L'autoroute du chocolat est tracée

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 21 JUILLET 2021

De nombreux tour-opérateurs sont venus assister à la présentation de ces circuits innovants dans le cadre de la 3e édition de l'événement intitulé « Madagascar Terre Vivante ».

L'autoroute du chocolat lancée par l'association Asa Soa France - Madagascar, est bel et bien tracée. Deux circuits innovants ont été ainsi présentés à travers des conférences-débats organisées dernièrement dans le cadre de la 3e édition de l'événement intitulé « Madagascar Terre Vivante ». « Le premier circuit reliera Antananarivo et Vohipeno. Au départ, les touristes vont s'informer sur les architectures et l'histoire de la ville d'Antsirabe avant d'aller à Fianarantsoa pour découvrir les ethnies Betsileo et Antaimoro ainsi que leurs tenues traditionnelles. Ensuite, ils emprunteront le train FCE (Fianarantsoa - Côte Est) qui les mènera à Manakara où l'ethnie Antanala et son mode de vie sera à l'honneur. Après, les touristes effectueront un voyage à bord d'une embarcation bien aménagée et équipée de cuisine et sanitaire pour faire le trajet de deux jours entre Manakara et Vohipeno sur le Canal des Pangalanes. Une fois arrivés à Vohipeno, une plantation de cacao et de vanille ainsi que l'usine de transformation de ce produit sont à découvrir. Au retour, ils peuvent visiter le parc de Ranomafana », a exposé un spécialiste en tourisme culturel surnommé « Didy Culture », lors de cette conférence-débat.

Produit du terroir malgache. Parlant du second circuit, il relie Antananarivo et Ambila Lemaitso, « les touristes vont visiter Mantasoa, ma ville natale, pour découvrir les sites historiques comme celui de Jean Laborde », a exprimé Achille Rajerison, le président de l'association Asa Soa France - Madagascar et en même temps fondateur de la Chocolaterie Ecole Edenia. Ensuite, « nous les accueillerons dans le village de Manakonandro, commune d'Anosibe Ifody, près d'Anjiro, dans le district de Moramanga pour découvrir notre usine de production de rhum et d'eau de vie ainsi que d'éthanol, suivi des dégustations. L'eau de vie y est fabriquée à partir des fermentations des fruits de récupération post-récoltes des paysans locaux. C'est un produit du terroir malgache 100% naturel qui est bien meilleur que les whisky étrangers », a témoigné le Pr Wilson Rajerison, ancien recteur de l'Université d'Ankatso et dirigeant de la société Ethanolab. Une randonnée sur le Mont Sacré ou une visite de l'apiculture gérée par Tattela y est également organisée. En outre, « des



Les apprenants sortants de la Chocolaterie Ecole Edenia vont contribuer à la promotion de cette autoroute du chocolat.

jeunes touristes volontaires ont construit une bibliothèque dite « Tranokely » à Manakonandro. Nous sollicitons ainsi les touristes qui empruntent le circuit de l'autoroute du chocolat, à apporter des livres pour l'équiper, et ce, au bénéfice de la population locale », a-t-il enchaîné.

Après ce saut à Manakonandro, la visite de Brickaville s'impose étant donné que c'est une ville historique de la première plantation de cacao. La destination finale sera à Ambila Lemaitso, réputé pour son site balnéaire. Des activités aquatiques y seront également développées. « Ce 2e circuit sera exploité par deux tours-opérateurs partenaires. Avant de voyager, les touristes vont passer à la Chocolaterie Ecole Edenia à Nanisana pour fabriquer leurs propres tablettes de chocolat portant leurs noms respectifs et qu'ils vont distribuer dans chaque ville d'étape. Ils vont également découvrir les métiers de planteur de cacao et de vanille, sans quoi nous ne pouvons pas savourer ces produits, dans le cadre d'un tourisme responsable et solidaire », a conclu Achille Rajerison, l'initiateur de ce projet d'autoroute du chocolat.

Boeny – Accès à l'eau potable: la Turquie construit un puits de 70 m

MANOU | LES NOUVELLES | 22 JUILLET 2021

La Turquie apporte sa contribution à l'amélioration de l'accès de tous à l'eau potable dans la région Boeny.

L'Ambassade turque avec l'assistance de la communauté musulmane sunnite inaugurera le 24 juillet, le forage d'un puits artésien de 70 m, doté d'un château d'eau d'une capacité de 20 m3 dans la Commune rurale d'Andranofasika, district d'Ambato Boeny.

Ce projet du gouvernement de la République de Turquie et mis en œuvre par la Fondation Diyanet de Turquie (Présidence des Affaires Religieuses de Turquie) entend améliorer l'accès de la population locale à l'eau potable dans le cadre de la politique de l'assainissement défini dans les engagements du Chef de l'Etat.

L'Ambassade de Turquie a exprimé la détermination de son pays à réaliser des projets durables et à renforcer davantage ses actions de coopérations avec le gouvernement malagasy.



Banque mondiale : 490 millions USD pour le développement socioéconomique

RIANA R. | LES NOUVELLES | 22 JUILLET 2021

La Banque mondiale et l'Etat malagasy ont signé, hier au palais d'Iavoloha, quatre conventions de financement d'un coût total de 490 millions de dollars. La cérémonie fait suite au sommet pour la reconstitution des fonds de l'Association internationale de développement (IDA) qui a réuni les chefs d'Etat africains à Abidjan la semaine passée.

Au beau fixe. Les financements portent essentiellement sur la mise en œuvre de projets structurants censés impacter directement la population.

Un financement de 40 millions de dollars vise à développer l'agriculture durable dans les régions Sava, Analanjirifo, Sofia et Boeny. La seconde convention qui porte sur l'extension du programme Pôle intégré de croissance (Pic) vers sa troisième phase, concerne l'appui au secteur du tourisme, à l'agribusiness et au développement numérique dans les zones d'intervention.

Par ailleurs, la convention pour un financement de 200 millions de dollars soutient les projets routiers. Ce fonds permettra de remettre en état 1200 km de routes sur les RN2, 3A, 4, 5A, 7, 12, 25, 30, 30A, 34, 45 et 57.

Et, la Banque mondiale a également octroyé un don de 100 millions de dollars au gouvernement malagasy pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 à travers le renforcement de la vaccination de la population. « Pour pouvoir reprendre une vie normale, la vaccination de façon équitable fera la différence », a annoncé Marie-Chantal Uwanyiligira, représentante de la Banque mondiale.

Appui à la reprise

A travers le fonds de l'IDA, la Banque mondiale a accordé un engagement de 1,1 milliard de dollars au profit de Madagascar. 22% seront utilisés dans le contexte de la crise sanitaire et 78% permettront d'appuyer la reprise économique.



« Accélérer les réformes structurantes reste indéniable à la sortie de crise », a fait savoir Marie-Chantal Uwanyiligira. Avant de poursuivre que la reprise « ne se fera sans l'appui au secteur de l'économie ».

A noter toutefois que le capital humain reste primordial pour la Banque mondiale. 2,5 millions de Malagasy bénéficient actuellement du programme de protection sociale financé par cette institution.

Stabilité politique. Pour sa part,

le président Andry Rajoelina reste convaincu sur la mise en avant des projets structurants qui apportent un changement concret à la condition de vie des ménages. Le Chef de l'Etat a également insisté sur l'enjeu majeur de la stabilité dans le pays.

« Pour atteindre une croissance à deux chiffres, il nous faut assurer trois élections présidentielles avec une alternance démocratique. La paix et la stabilité sont donc primordiales », a-t-il souligné.

Commerce – Pénurie de conteneurs dans le monde

MIRANA IHARILIVA. | L'EXPRESS | 22 JUILLET 2021

La crise sanitaire a désorganisé le commerce mondial depuis près de dix-huit mois. La bataille des conteneurs perturbe encore plus les économies

Le flux ingérable de 2017- 2018 au port de Toamasina remonte à bien loin. Si à cette époque les 250 000 conteneurs équivalents vingt-pieds (EVP) gérés annuellement au grand port, constituaient un casse tête général pour le gestionnaire du terminal à conteneurs, la société portuaire à gestion autonome de Toamasina, le ministère du Transport, les opérateurs privés, ce n'est plus le cas. « De là à dire que le port et la société de Manutention des marchandises conventionnelles

(SMMC) se tournent les pouces, serait extrême. Mais les embouteillages de camions et de conteneurs ne sont plus constatés au port depuis bien longtemps bien que nous ayons toujours travaillé depuis la crise du coronavirus » apprend une source auprès du grand port.

Il y a bel et bien des mouvements d'importation et d'exportation actuellement mais l'embarras se trouve ailleurs. Ce n'est ni un défaut de matériel de manutention ni de problème d'incapacité d'accueil des terre-pleins.

Nombre de ports de fret dans le monde ne sont pas encore opérationnels depuis la pandémie. Quand l'Asie principalement a cessé d'exporter, des ports d'Europe, des États-Unis et d'Afrique ont cessé de tourner. Mais depuis le début de cette année où des pays du monde pensent à une relance progressive de l'économie avec la reprise des échanges commerciaux, d'autres ne se sentent pas encore prêts, craignant que cela ne soit qu'un feu de paille.

Jirama : La Banque Mondiale insiste sur le tarif Optima

RIJA R. | MIDI MADAGASIKARA | 22 JUILLET 2021

Le tarif Optima a fait monter la grogne au niveau des consommateurs et la facture a été jugée trop salée après l'effectivité de ce nouveau mode de tarification appliqué par la société nationale Jirama. Le gouvernement, conscient de la tension sociale qui le guette, a demandé à la Jirama la suspension temporaire du nouveau tarif. Ce qui a fait fulminer la Banque Mondiale. Ce dossier a donc refroidi, à un moment donné, la relation entre le gouvernement et la Banque mondiale. Mais actuellement, la confiance revient et elle est au beau fixe, assure le ministère de l'Économie et des Finances. « Nous sommes des partenaires. Et dans une famille il peut y avoir des désaccords mais ils n'aboutissent pas forcément au divorce », a quant à elle, déclaré Marie-Chantal Uwanyiligira. La turbulence n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Équitable. Mais la Banque mondiale ne recule pas, même pas d'un pas, dans le dossier. La déclaration de son premier responsable-pays est sans équivoque. Il n'y a lieu de faire machine arrière quant à l'effectivité du nouveau mode de tarification apporté par le projet Optima, a laissé entendre hier Marie-Chantal Uwanyiligira. Et d'ajouter que « Optima, qui est un projet du gouvernement appuyé par le financement de la Banque mondiale, va réduire les prix pour 80% de la population ». Cette nouvelle formule est défendue bec et ongle par le partenaire financier de la Jirama. « Il faut un système de tarification qui reflète le coût de ce que l'on produit, un tarif qui soit équitable. Il faut également que les prix s'ajustent au fur du temps et que la qualité de service s'améliore » a soutenu hier Marie-Chantal Uwanyiligira, représentante de cette institution à Madagascar, qui

a annoncé dans la foulée la reprise de l'appui apporté par la Banque mondiale en faveur du secteur énergétique malgache.

Impact négatif. Les réformes que le gouvernement initie dans le secteur de l'énergie et pour lesquelles la Banque mondiale a assuré son soutien financier, à en croire Marie-Chantal Uwanyiligira, ne seront pas menées à marche forcée. « On va les faire tout en tenant compte de la situation du pays et en minimisant les impacts négatifs », a-t-elle souligné hier en marge de la cérémonie de signature des accords avec la Banque mondiale. Cette dernière insiste, néanmoins, sur le fait que « pour atteindre un niveau acceptable en termes d'accès à l'électricité, il faut changer la dynamique au niveau de la Jirama et adopter une gestion plus efficace au sein de celle-ci ».

Sortie de devises - Plafond de 10 000 euros pour les voyageurs

HARY RAKOTO | LA VERITE | 22 JUILLET 2021

Limité. Afin de lutter contre l'accroissement du phénomène de fuite de capitaux et la sortie illégale de devises, de nouvelles dispositions ont été prises par le ministère de l'Économie et des Finances. « Désormais, la limitation du montant de devises sous forme de billets de banque que les voyageurs qui vont sortir de Madagascar peuvent emporter avec eux est plafonnée à 10.000 euros ou son équivalent en d'autres devises », annonce le MEF dans son bulletin de communication de ce mois de juillet. En effet, une mise à jour de la réglementation régissant ce secteur a été entamée à travers l'élaboration d'un nouveau projet de loi sur les changes. Pour ce faire, l'opérationnalisation prochaine du module « Allocation de devises », dans le SIG-OC ou Système intégré de gestion des opérations de change à Madagascar, est aussi envisagée dans ce souci de renforcement de contrôle des sorties de devises aux frontières et du suivi des opérations de change manuel. Les réformes sur les changes ont ainsi été opérées dans l'objectif de rapatrier des devises nées notamment des exportations. « Certes, ces recettes d'exportation ne rentrent pas dans la caisse de l'État dans la mesure où elles sont les produits de vente des exportateurs. Cependant, leur rapatriement et leur cession sur le marché des changes



contribuent amplement à alimenter les offres de devises et agissent ainsi sur l'appréciation de la monnaie nationale », estiment les responsables au sein du MEF. Une manière pour ces derniers d'expliquer qu'entre autres, c'est de cette façon que le ministère arrive à assurer un contrôle et suivi des flux de rapatriement de devises par les exportateurs en partant des actions de sensibilisation de ces derniers jusqu'aux stades de sanctions pour les plus sceptiques. D'ailleurs, les opérateurs les plus récalcitrants ont été récemment traduits en justice pour non-respect des textes régissant l'obligation de rapatriement de devises. En effet, depuis l'application

de ces mesures, une amélioration des contrôles de l'exportation, notamment dans la filière vanille et la régulation du secteur aurifère, a été constatée. De plus, pour assainir davantage le secteur de change, le MEF songe à adopter d'autres mesures de sanction comme l'instauration d'une amende administrative qui vise à assurer une transparence d'application de celles encourues en cas d'infraction à la réglementation des changes. L'objectif final étant la stabilisation de la monnaie nationale par rapport aux monnaies de référence en change à travers l'accroissement de l'offre de devises sur le marché des changes et de limiter la fuite des capitaux.

Objectifs de développement durable – Les Parlementaires impliqués dans l'Examen National Volontaire

L'EXPRESS | 22 JUILLET 2021

Les députés et les sénateurs ont été sollicités dans la préparation de l'examen national volontaire sur les objectifs de Développement durable. Leur participation s'est concrétisée dans la rédaction du document final ou à travers des opinions concernant certains sujets.

Durant la préparation de l'Examen National Volontaire sur les Objectifs de Développement Durable, qui a été bouclée dernièrement, les Parlementaires et certains cadres de l'Assemblée nationale ont été sollicités. L'appropriation a pris la forme soit, d'une participation directe à la rédaction du document final, soit d'expression d'opinions recueillies dans différents rapports et exploitées durant la phase d'examen.

Ainsi, le Parlement a été appelé pour contribuer directement à l'examen en répondant directement à un questionnaire préparé à cet effet. Les réponses étaient collectées sous la supervision directe des hauts responsables au sein du Parlement à savoir le directeur des Relations Interparlementaires et de la Communication, l'inspecteur général de l'Assemblée nationale, le directeur de la législation et le responsable de la Cellule Technique des Études et Conception.

En outre, un représentant du Parlement a participé aux groupes de travail de l'atelier de consultation relatif à l'ODD 5 (Égalité des sexes) et l'ODD 16 (Justice et paix). L'appropriation sous forme de l'exploitation des rapports relatifs aux respects des obligations internationales est qualifiée d'importante durant tout le processus car c'est une forme d'implication des institutions de contrôle et de suivi.

On peut citer entre autres le « Rapport unique de Madagascar » qui vaut le 5ème et 6ème rapports périodiques sur l'application de la convention sur les droits de l'enfant, le 2ème rapport périodique sur l'application du protocole facultatif concernant la vente d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, le 2ème rapport périodique sur l'application du protocole facultatif sur l'implication d'enfants dans les conflits armés mais également les rapports alternatifs sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.



Les parlementaires ont été sollicités.

Les ONG et les ministères également

Les représentants de la société civile ont aussi participé pleinement aux débats présentiels en plénière et en groupe relatif aux ODD 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes) et ODD 17 (partenariat pour la réalisation des objectifs). Les Organisations de la Société Civile étaient représentées entre autres par la coordinatrice nationale de l'ONG « Andrimaso » qui a participé aux observations des élections de 2013 et la présidente de « MPM ».

Selon les organisateurs de l'ENV, l'absence d'une continuité sur la planification nationale en matière d'égalité de genre (la dernière politique sur le sujet s'étant achevée en 2015) et la portée limitée des ressources publiques dédiées à la promotion de l'égalité femme-homme à travers les différents secteurs risquent de miner les progrès de Madagascar par rapport au renforcement de l'architecture institutionnelle de ce volet. La prise en

compte de la thématique genre dans les différentes politiques sectorielles reste également limitée. De ce fait, la préparation d'un décret d'application de la loi sur les violences basées sur le genre (VBG) est vue comme une volonté d'avancer sur la mise à jour du cadre légal, bien qu'à ce jour l'ensemble des systèmes de prise en charge des VBG et les actions principales sur l'agenda du gouvernement restent tributaires de l'aide extérieure.

Il a en outre été précisé qu'en plus du Parlement et de la société civile, l'ensemble des secteurs et échelons de l'État a participé à la préparation et l'élaboration du rapport de l'ENV. Tous les départements ministériels ainsi que leurs organismes rattachés respectifs ont répondu au questionnaire envoyé par le Comité technique. Les réponses ont été validées par les responsables hiérarchiques respectifs ayant au minimum un rang de directeur. Les « messages clés » préparés par le Comité technique ont été validés au niveau ministériel et le rapport final reçu l'approbation du Comité d'Orientation et de Suivi présidé par le Premier ministre.

Energie alternative : Partenariat entre le MEDD et l'Agence Première Ligne

C.R. | MA-LAZA | 22 JUILLET 2021

Une convention de collaboration entre le ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et l'Agence Première Ligne a été signée mardi dernier dans le cadre de l'évènement «Foire Internationale de Madagascar» qui se tiendra du 16 au 19 septembre 2021 au Parc des Expositions Forello Expo, de Tanjombato. Par cette convention, les deux parties s'engagent à promouvoir les énergies alternatives à travers une forte mobilisation de tous les acteurs de l'évènement. Le symposium de l'énergie alternative se tiendra durant cette foire. Une large gamme de produits de substitution au charbon de bois et au bois de chauffe, un partage des acquis et des expériences seront les thèmes de ce symposium, sans compter la possibilité de partenariat financier. Selon les statistiques de la Stratégie Nationale de l'Approvisionnement en Bois Energie (SNABE), 97% des ménages malgaches utilisent encore le bois de chauffe et du charbon de bois comme combustible de cuisson avec un rythme de 18 millions de m3 par an et ce, aussi bien en milieu urbain que rural. De ce fait, l'écosystème forestier de Madagascar est menacé de dégradation.



Dans le but d'inverser cette situation, le MEDD promeut l'énergie alternative au bois de chauffe et au charbon de bois. Cette initiative est incluse dans les trois axes stratégiques du MEDD dont « reforestation, restauration, conservation », « économie verte, bleue et RSE » (responsabilité sociétale de l'entreprise) ainsi que « changement climatique et transition énergétique ». De plus, elle coïncide à la Politique Générale de l'Etat (PGE) qui stipule la gestion durable, la conservation des

ressources naturelles et la transition énergétique. Elle contribue également à l'atteinte de l'ODD 7 misant sur l'accès de tous aux services énergétiques fiables, durables et modernes à coût abordable.

Cette collaboration entre le MEDD et l'Agence Première Ligne ne va pas s'arrêter à cette Foire Internationale de Madagascar. Elle va se poursuivre durant tous les évènements organisés par l'Agence Première Ligne pour cette année.

Agence mobile: Jirama déploie Jiramobile

ARH. | LES NOUVELLES | 23 JUILLET 2021

La Jirama compte améliorer sa relation avec sa clientèle, c'est raison pour laquelle, elle met au service la Jiramobile.

La Jiramobile est une agence mobile qui offre les mêmes services que les agences de la Jirama. Son équipe reçoit les demandes de branchement (eau et électricité), les réclamations, les demandes de conseils clients et renseignements, les coupons auto-relevé, les paiements de facture ou achat de code...

Toutefois, «La Jiramobile reçoit uniquement par chèque ou par carte bancaire. Aucun paiement en espèce ne sera accepté», précise la Jirama.

«Nous mettons tous nos efforts à l'œuvre pour vous satisfaire et nous rapprocher encore plus de vous, aimable clientèle. Car pour nous, c'est le client d'abord», a expliqué Vonjy Andriamanga, directeur général de la Jirama lors du lancement



de la Jiramobile dans la capitale, hier à Ankorondrano Andranomahery. Ce jour et demain, cette agence

mobile sillonnera encore Ankorondrano Andrefana, Andraharo et Ambohimananina.

Madagascar – AFD : Un financement de 700 000 euros pour l'accompagnement des projets

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 23 JUILLET 2021

Une convention de financement a été signée hier par le ministre de l'Economie et des Finances Richard Randriamandrato, et Christophe Bouchard, ambassadeur de France à Madagascar, ainsi que la directrice adjointe de l'Agence française de développement (AFD), Valérie Alexis.

Les signatures de conventions de financement s'enchaînent. Après la Banque mondiale qui a octroyé avant-hier 490 millions USD pour 4 projets, c'était au tour de l'Agence française de développement (AFD) d'afficher sa détermination à appuyer le développement de Madagascar à travers un accord de don d'un montant de 700.000 d'euros (3,2 milliards d'ariary).

Troisième allocation. Cette Facilité d'amorçage, de préparation et de suivi des projets (FAPS) est destinée au financement des études et des accompagnements techniques de quelques projets prioritaires de la coopération franco-malgache. Il s'agit en l'occurrence de l'environnement et du développement rural, du développement urbain, de l'éducation et de la gouvernance. On rappelle qu'en juillet 2018 et décembre 2019, la France, à travers l'AFD avait accordé au gouvernement malgache deux financements au titre de la Facilité d'amorçage, de préparation et de suivi



La coopération entre Madagascar et l'AFD est au beau fixe

des projets (FAPS) pour un montant respectif de 500.000 € et 900.000€ en vue de financer les besoins d'expertises en termes de renforcement de capacités et d'études de faisabilité des projets soutenus par l'AFD. La troisième allocation signée hier concerne quatre domaines bien précis : le développement urbain à travers un appui à la Commune Urbaine d'Antananarivo et le schéma directeur de la mobilité urbaine ; le projet diaspora et la migration dans le cadre de la gouvernance ; l'extension du Fonds Commun d'Éducation (FCE)

dans le volet éducation, et enfin l'électrification rurale et l'amélioration de la productivité agricole pour les secteurs de l'agriculture et de l'environnement.

Engagement renouvelé. Le ministre de l'Economie et des Finances, Richard Randriamandrato, a rappelé dans son discours que la coopération entre la France et Madagascar continue de s'améliorer. L'ambassadeur de France, Christophe Bouchard a pour sa part, fait état de l'engagement renouvelé du gouvernement sur les appuis au développement de Madagascar. À noter que l'AFD met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient. L'AFD a d'ailleurs toujours accompagné Madagascar dans sa volonté de promouvoir l'économie à travers l'Initiative pour l'Émergence de Madagascar.

Circulation à Antanimena – Des changements prévus

DIAMONDRA RANDRIATSOA | L'EXPRESS | 23 JUILLET 2021

À travers une note hier, la commune urbaine d'Antananarivo a annoncé des changements concernant la circulation dans des rues du côté d'Antanimena le 28 juillet 2021. Le but selon cette note est d'alléger la circulation pour Antanimena, Vassacos, Behoririka et Soarano. Des rues à double sens sont devenues à voie unique et à double file. Il s'agit premièrement de la rue Rainizanabolona empruntant la rue passant par la Pharmacie de la Croix du Sud jusqu'à la Villa Pradon, ou encore la rue RV. Père Muthyon partant du rond-point Antanimena jusqu'à la station-service Total. Désormais, ces rues deviennent voie à sens unique mais à double file.

Ceux qui veulent aller vers Analakely à partir de l'Ekar Antanimena doivent descendre du côté de SFX pour ensuite emprunter la route Ampanjaka Toera. Les véhicules qui vont rejoindre 67ha mais en passant par l'Ekar Antanimena doivent se diriger vers Ankorondrano en empruntant boulevard de l'Europe. Les véhicules venant de la rue Idealison ne



Les artères à Antanimena deviennent à sens unique.

peuvent pas passer par la Rue Lénine ou rue devant la Poste Antanimena et la rue passant par Gastro ou la rue Muthyon. Les véhicules doivent passer directement par Ankorondrano ou par la rue Ringel (SFX). Les véhicules en provenance d'Ankorondrano pour aller à Analakely devront emprunter

la rue Rv. Père Muthyon ou la rue Gastro Antanimena et la rue Ringel devant la SFX. Les véhicules qui viennent d'Ankadifotsy en direction d'Ankorondrano peuvent aussi prendre la rue Ringel (SFX) mais il leur est interdit de passer par la rue Muthyon, la rue passant par Gastro Antanimena.

Marché de Behoririka: le processus d'intégration des marchands se poursuit

SERA R. | LES NOUVELLES | 23 JUILLET 2021

Quelque 400 marchands de rues qui se sont inscrits pour obtenir une carte numérique d'identité de commerçants formels, ont commencé à s'installer au marché de Behoririka, hier. De leur côté, les récalcitrants habitués à occuper anarchiquement les rues et trottoirs ont organisé un mouvement de contestation sur les lieux, nécessitant l'intervention des éléments de la police municipale.

La commune urbaine d'Antananarivo poursuit le processus d'intégration des marchands de rues au marché de Behoririka, officiellement ouvert dimanche. Mais hier, à l'extérieur du bâtiment, les vendeurs de rues ont fait encore partie du paysage en bravant l'ordre établi, ce qui va à l'encontre du but recherché à savoir, l'assainissement des rues de la Capitale, surtout dans le centre-ville.

«Toutes ces initiatives ne servent à rien si des marchands continuent à squatter impunément les rues et trottoirs», a dénoncé une commerçante formelle. Elle a commencé à installer son étal comme tous les autres.

Sur-le-champ, les agents municipaux, appuyés par leurs collègues de la police nationale, ont procédé à l'assainissement des lieux en délogeant les marchands qui persistent à exercer le long des rues et trottoirs. Comme il fallait s'y attendre, ces derniers ont protesté farouchement. Ils ont barré la route brièvement car les forces de l'ordre les ont dispersés ensuite à coup de gaz lacrymogène. Toutefois, la circulation a été bloquée pendant des minutes.

«S'ils ont des pliantes à faire, le bureau des réclamations de la CUA est ouvert pour les recevoir», a souligné le chef de corps de la police municipale.

Presque au complet

La quasi-totalité des 850 places de marché de Behoririka ont déjà été attribuées. D'après le directeur des marchés auprès de la CUA, Rija Randrianarisoa, les descentes inopinées



suivies d'une série de recensements des marchands opérant quotidiennement sur cet axe, ont permis d'établir la liste des bénéficiaires. Et, les places sont attribuées dans l'ordre du tirage au sort effectué. «Ceux qui ne figurent pas sur la liste peuvent encore s'inscrire au Bureau des réclamations à Mahamasina, car il y a encore quelques places libres et dans le cas où les actuels bénéficiaires se désistent», a-t-il ajouté.

Pourtant, les responsables au sein de la municipalité ne cessent d'inviter les marchands à poursuivre le processus d'intégration. Et d'insister qu'il ne s'agit aucunement d'une volonté de répression ni d'empêcher les marchands à exercer leurs activités. Au contraire, l'objectif est de les soutenir pour qu'ils puissent vendre en toute sérénité.

Retraite – Réformes du système des pensions

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 JUILLET 2021

Un cas délicat mais peu évoqué. Le déficit de la Caisse de retraites civiles et militaires était dans les 124 milliards d'ariary en 2010 pour atteindre les 388 milliards d'ariary l'an passé. Et peut frôler les 400 milliards pour 2021. Soit 0,7% du PIB, selon les estimations du ministère de l'Économie et des finances, MEF. Face à cette dégradation continue de ces anomalies, un bond exponentiel, des mesures de contrôles

et des rectifications ont été prises. Comme la vérification physique des pensionnés. Ou l'intégration des employés de courte durée dans la liste des cotisants de cette Caisse publique. Plus tard, d'autres remises en question seront à revoir. Comme le renforcement du régime de répartition, les paramètres de calcul des pensions, la rationalisation des recettes et l'amélioration de la gestion des ressources humaines. Ces

retouches devraient permettre d'apurer 25% du déficit, selon les prévisions du MEF, à l'horizon 2030.

En France, le débat sur l'âge de la retraite fait rage. Et peut être décisif pour l'issue de la présidentielle à venir. Cette considération de la durée du travail peut aussi influencer l'aspect financier, à l'origine de cette réaction du MEF sur un sujet occulté par d'autres préoccupations.

Voyages à l'extérieur : Allocation de devises limitée à 10 000 euros

R. EDMOND. | MIDI MADAGASIKARA | 23 JUILLET 2021

Désormais, les voyageurs se rendant à l'extérieur du pays ont droit à une allocation en devises limitée à 10 000 euros.

Suite à la recommandation du Conseil des ministres du 30 juin 2021, le ministère de l'Economie et des Finances a adopté la Circulaire N° 001/2021-MEF/SG/DGT/DGD du 13 juillet 2021 abrogeant la Circulaire n°755-2018 du 30 août 2018 et fixant les dispositions transitoires sur les allocations de devises aux voyageurs se rendant à l'étranger.

Bonne gouvernance. Suivant la nouvelle circulaire, le montant des billets de banque en devises que tout voyageur au départ de Madagascar est autorisé à emporter avec lui est désormais limité à 10.000 euros ou son équivalent en d'autres devises. Selon le ministère, « la nouvelle mesure s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat pour instaurer la bonne gouvernance dans le secteur de la finance extérieure. L'objectif étant de limiter autant que possible la fuite des capitaux et d'éviter toutes formes de spéculations qui peuvent avoir un impact négatif sur le marché de devises ». Néanmoins, chaque voyageur est libre d'emporter, sans obligation de présentation de justificatif d'allocation, jusqu'à 1.000 euros ou son équivalent en d'autres devises. Par contre, si la somme emportée dépasse ce seuil, le voyageur doit déposer l'attestation de change délivrée par un bureau de change, ou un intermédiaire agréé au service des douanes aux frontières. Pour les voyageurs non-résidents, la



déclaration faite à l'entrée doit être présentée à leur sortie du territoire pour justifier la réexportation des devises non consommées, lesquelles ne doivent pas dépasser l'équivalent de 10.000 euros. En cas de non-respect de cette obligation, la somme qui dépasse les 1.000 euros ou son équivalent en d'autres devises, sera saisie en guise de sanction.

Précision. D'après une précision du MEF, les autres mesures telles que l'obligation d'achat et de vente de devises auprès d'un intermédiaire agréé ou un bureau de change restent en vigueur. « Ces opérations donnent droit aux voyageurs à une attestation d'achat ou de vente de devises. La délivrance d'attestations sans contrepartie réelle

est cependant interdite et les devises acquises doivent réellement servir aux dépenses liées au voyage. Elles ne peuvent en aucun cas servir au règlement d'opérations d'importations de marchandises qui sont soumises à d'autres dispositions réglementaires. En cas d'annulation ou de report du voyage, les voyageurs ont toujours l'obligation de revendre les devises acquises auprès d'un intermédiaire agréé ou d'un bureau de change. A noter d'ailleurs que l'Administration des Douanes, l'Administration du Trésor et les Services des renseignements financiers se réservent également le droit de procéder à des contrôles a posteriori de l'utilisation des devises sorties du territoire ».

Africa's Business Heroes : Madagascar parmi les 50 finalistes

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 23 JUILLET 2021

Un panel de 233 juges a dressé la liste du Top 50 des meilleurs entrepreneurs africains qui ont participé au concours ABH (Africa's Business Heroes). Pour les finalistes, une cagnotte de 1,5 millions USD de la fondation Jack Ma est en jeu. 16 pays africains sont représentés dans le Top 50 du concours ABH. Selon les organisateurs, 38% des finalistes sont des femmes et 10% seulement viennent des pays francophones. Heureusement, Madagascar figure parmi les meilleurs sur les 12.000 candidatures. « Les 50 finalistes participeront au stage d'entraînement ABH en ligne, puis seront de nouveau soumis à une sélection.

Le Top 20 sera annoncé au mois d'août prochain », a annoncé l'initiateur du concours, qui représente un programme philanthropique phare de la Fondation Jack Ma en Afrique. Outre la cagnotte de 1,5 millions de dollars, les finalistes auront également la chance de bénéficier de précieuses possibilités de réseautage et d'apprentissage, tout au long de l'aventure ABH. « Lors de la première phase, le jury s'est focalisé sur la recherche d'entrepreneurs visionnaires, ceux-là mêmes qui cherchent à offrir à leurs communautés des solutions innovantes et pratiques afin de résoudre les

problématiques auxquelles elles font face. Le jury s'est ainsi attaché à identifier des professionnels passionnés ayant fait preuve de résultats exceptionnels en ce qui concerne leur éthique de travail, leur viabilité financière et leur potentiel de croissance », a indiqué la fondation.

Dans la course. Le Botswana, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo (RDC), l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Nigeria, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Togo, l'Ouganda et le Zimbabwe sont les 16 pays représentés par les finalistes de l'ABH. Selon les informations, le Nigeria possède le plus grand contingent qualifié dans ce Top 50 avec 12 participants. « Malgré les conditions particulièrement difficiles qui ont marqué la dernière année, les entrepreneurs africains ont fait preuve d'une résilience et d'une capacité d'innovation incroyables. Les 50 finalistes de l'édition 2021 du concours ABH en sont la preuve. Nous sommes ravis de soutenir ces entrepreneurs talentueux qui continuent à se développer et à avoir un impact positif », a affirmé Jason Pau, Directeur général pour les programmes internationaux de la Fondation Jack Ma.